

La BCE peut-elle faire baisser l'euro demain ? Réponse, non !



Louis Gallois célèbre aujourd'hui le premier anniversaire du « choc de compétitivité » dont il est l'un des pères. Il expliquait cette semaine, lors des « Rencontres de l'industrie » organisées par Les Échos, que l'industrie française était sans doute sortie de la zone à risque. « Le problème, explique-t-il, c'est qu'il faudra veiller au prix de l'euro face au dollar. L'euro fort peut étouffer la légère reprise. Au cours actuel, les industriels français sont très défavorisés sur les marchés extérieurs. »

L'impact de l'euro pour les entreprises qui vendent sur les marchés étrangers est presque aussi lourd, en termes de compétitivité, que le prix de l'énergie ou le coût du travail. L'euro est trop fort face à toutes les monnaies du monde, hormis la monnaie chinoise dont le cours est tenu. Il n'existe aucune raison objective pour que le dollar soit si faible et l'euro aussi fort, d'où la grogne des acteurs de l'économie.

[\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE ÉDITION ATLANTICO BUSINESS\]](#)
[\[NOUS SUIVRE SUR TWITTER\]](#) [\[LIKER NOTRE PAGE FACEBOOK\]](#)

Les membres du gouvernement, Pierre Moscovici ou encore Arnaud Montebourg, en ont très rapidement fait un bouc émissaire. Le patron des patrons, Pierre Gattaz, en rajoute un peu mais avec prudence. Il sait que dans les rangs du Medef, le cours de l'euro ne gêne pas ceux qui travaillent essentiellement sur le marché européen et ceux qui importent en dollar une part importante de leur valeur.

Au niveau européen, les Allemands ne sont pas trop virulents. D'abord parce que 65% de leur commerce extérieur se fait dans la zone euro. Ensuite, parce que leur compétitivité est telle, qu'elle est capable d'absorber le différentiel de change. L'automobile allemande haut de gamme n'en souffre pas. La guerre contre l'euro fort est donc principalement française. Comment la mener ? Quelles armes faut-il dégainer ? Les politiques et les chefs d'entreprise n'ont pas de solution à proposer à la BCE parce qu'il n'y en a pas d'évidente.

1^{ère} possibilité, on pourrait baisser les taux d'intérêt comme certains le réclament, mais cela n'aurait aucun effet. L'Europe a besoin de croissance et d'emplois : le chômage atteint 12%. L'Europe n'a pas de croissance et pas d'inflation : 0,5%.

2^{ème} solution, faire marcher la planche à billet. Il y a quelque chose de cocasse à suggérer à la BCE, c'est de fabriquer de l'inflation, c'est ignorer que la seule mission de la BCE est de contrôler l'inflation. Cela dit, elle peut s'adapter aux circonstances. C'est d'ailleurs ce qu'elle a souvent fait depuis la crise. Mario Draghi n'est jamais resté crispé sur les termes du traité de Maastricht. Lui reprocher une position rigide revient à lui faire un mauvais procès.

Mario Draghi n'a jamais refusé l'accès à l'open bar monétaire quand on était en risque de rupture de liquidités. Ce qui veut dire que les banques sont allées chercher à la BCE autant d'argent qu'elles avaient besoin. Cette pratique n'a jamais engendré un centimètre d'inflation ou de reprise.

A priori, le président de la BCE a peu de solution sauf à plaider pour que chaque pays se réforme et que l'on puisse coordonner les politiques budgétaires. Ce jour-là, la BCE pourra fonctionner comme la Réserve fédérale. Il pourrait aussi parler haut et fort, inquiéter les marchés, dire qu'il est sincèrement préoccupé par cette Europe désunie. Mario Draghi n'ira pas jusqu'à cette extrémité.

Il n'empêche qu'Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement Productif, croit dur comme fer au rapport de force. «La BCE a des solutions. Il faut faire pression » disait-il en invitant les chefs d'entreprise français à aller manifester à Francfort. En conclusion de ces « Rencontres de l'industrie », il a même suggéré à un Pierre Gattaz un peu médusé de prendre son sac de couchage et d'aller occuper le bureau de Mario Draghi jusqu'à ce que l'euro ait baissé. Le président du Medef n'a pas dit qu'il irait.